



## **Déclaration de la FNEC FP-FO au CDEN du 7 AVRIL 2026**

Depuis un mois, la marche à la guerre au plan mondial s'accélère brutalement avec le déclenchement de la guerre israélo-américaine contre l'Iran le 28 février. Les premiers bombardements ont frappé des établissements scolaires, causant notamment 150 morts dans une école de filles à Minab, parmi lesquels des écolières et des enseignants. L'armée israélienne a également bombardé le campus de l'Université libanaise à Beyrouth, assassinant le directeur de la Faculté des Sciences, le docteur Hussein Bazzi, ainsi que le docteur Murmatada Srour. La FNEC FP-FO condamne avec la plus grande fermeté cette destruction délibérée des lieux de savoir, déjà à l'œuvre à Gaza.

À ce titre, organisation attachée à la paix et à la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs, elle exige le cessez-le-feu immédiat, la protection effective des civils et des travailleurs ainsi que l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire. Elle exige également l'arrêt des livraisons d'armes par la France à Israël et refuse catégoriquement toute implication du gouvernement Macron-Lecornu dans cette guerre, qui ne répond qu'à des intérêts économiques et géopolitiques et menace les peuples.

Les annonces du président de la République sur l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires, la construction d'un nouveau porte-avion et de sous-marins stratégiques confirment une fuite en avant militariste. Huit milliards et demi d'euros supplémentaires sont débloqués pour l'armement pendant que les hôpitaux, l'École et l'ensemble des services publics essentiels sont laissés à l'abandon. Cette politique est un choix délibéré. Elle impose aux agents des sacrifices toujours plus lourds, sans aucune réponse face à la flambée du coût de l'essence. **Quelles mesures prenez-vous face à cela ? Nous déposons l'avis suivant :**

**Face à la flambée des prix du carburant, le CDEN demande le plafonnement du prix à 1,50 cts, la revalorisation des salaires des agents et des ISRR à 32% pour faire face à l'inflation actuelle.**

De fait, cette logique de guerre se décline directement dans l'Éducation nationale. Dans notre département, les documents présentés en instance traduisent une véritable saignée : suppressions de postes, suppressions de classes, remise en cause des enseignements fondamentaux en lettres classiques, en lettres modernes et en mathématiques. Ces décisions dégradent immédiatement les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels.

**Parallèlement, la militarisation de la société imposée par le gouvernement se décline à tous les niveaux : classes défense, service national volontaire,** proposition de loi visant à renforcer l'enseignement de la défense dans les collèges et les lycées. La FNEC FP-FO s'est adressée aux députés pour leur demander de voter contre ce

texte. Il est hors de question de transformer l'École en instrument de propagande. La Fédération portera cette exigence au ministère et dépose un avis pour l'abandon des classes défense dans le département.

**Avis : le CDEN demande l'abandon des classes de Défense dans le département.**

Dans le prolongement, la censure et la répression d'État se généralisent. Elles frappent les mouvements sociaux, les mobilisations écologistes et celles et ceux qui dénoncent le génocide en Palestine. La FNEC FP-FO alerte sur la montée des violences visant des organisations et militants syndicaux et politiques. Elle réaffirme son opposition totale à toute forme de racisme, de xénophobie, d'islamophobie et d'antisémitisme, utilisés pour diviser les travailleurs. Elle exige le retrait du vademecum « Agir contre le racisme et l'antisémitisme », qui détourne la lutte contre le racisme pour museler les critiques politiques.

Ainsi, le budget Macron-Lecornu apparaît comme la déclinaison nationale de cette orientation. Dans l'Éducation nationale, il se traduit par 4000 suppressions de postes.

Il y a de la colère qui s'exprime dans de nombreuses mobilisations. Les initiatives se multiplient pour organiser le rapport de force, avec partout la même aspiration à bloquer la casse de l'École publique, à gagner l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires, comme à Marseille, où lycéens, personnels, parents et élus manifestent et font grève depuis le 17 mars avec leurs syndicats contre la saignée des suppressions d'heures.

Depuis que la carte scolaire du premier degré est connue, la colère et la mobilisation se renforcent encore. En Indre et Loire, 100 personnels, parents, et élus étaient à la DSDEN le 26 mars dernier, avec notre Fédération, ils représentaient 16 écoles où des classes sont menacées de fermeture.

Elles ont toutes été reçues en audience. Le combat continue tous les jours avec des mobilisations, et notamment lors du CSAD de repli du 2 avril, qui aura permis de gagner plusieurs reculs, ou ce soir devant la Préfecture avec notre syndicat.

De la même manière, dans les collèges, la situation est tout aussi grave. Les suppressions de postes entraînent des mesures de carte scolaire à Loches, Ligueil, Chinon ou au collège Corneille. Elles imposent des mutations contraintes, multiplient les compléments de service et désorganisent les équipes. Les classes atteignent déjà 29 à 30 élèves en sixième et jusqu'à 30 élèves en quatrième et troisième. Ces conditions rendent l'enseignement de plus en plus difficile.

Nous sommes intervenus au niveau académique **sur la possible disparition de l'enseignement de l'arabe au lycée Balzac**, qui signifie que cette langue ne sera plus enseignée en lycée public dans le département d'Indre et Loire ! Cette mesure devrait être annulée pour la rentrée, mais jusqu'à quand ?

**Des mobilisations, des appels intersyndicaux proposant la grève pour aller chercher les postes là où cela se décide, auront lieu toute cette semaine, notre Fédération les soutient.**

**Toutes les suppressions doivent être annulées.**

En parallèle, la politique d'inclusion systématique et forcée s'oppose à une prise en charge réelle des élèves dans un cadre spécialisé ou adapté avec le cas échéant les soins nécessaires à leur situation.

Cette orientation conduit à une mise en danger des personnels et des élèves.

Les chiffres apportés par l'administration, bien que minorés, sont déjà édifiants. 10 % des élèves qui n'ont aucune prise en charge d'AESH, c'est plus de 50 000 élèves. 30 000 élèves ne sont pas scolarisés en ESMS faute de places.

Au lieu de créer les places nécessaires, de recruter les personnels nécessaires, le ministère prépare l'externalisation totale des ESMS. Les PAS qui se multiplient dans notre académie vont continuer à dégrader les conditions de travail des AESH en accélérant la mutualisation impulsée par les PIAL.

Dans notre département, plus de 300 personnels ont signé une pétition pour exiger l'abandon de ces dispositifs. Les personnels ne demandent pas du « coaching », ils exigent des moyens.

Les personnels confrontés à des situations intenable ne veulent pas le « coaching » proposé par les PAS. Ils veulent une réelle prise en charge des élèves par des enseignants et des éducateurs spécialisés, avec les soins adaptés si besoin.

**Avis : le CDEN demande la suppression des postes PAS et leur transformation en postes RASED.**

La situation de l'enseignement spécialisé est emblématique de cette politique. Les suppressions en SEGPA et la réduction des horaires en sixième frappent les élèves les plus fragiles. La Fédération exige le rétablissement immédiat de ces heures, indispensables à leur réussite.

**Avis : le CDEN demande le rétablissement de l'heure supprimée en SEGPA et de l'heure de technologie en 6e.**

Enfin, les conditions de travail se dégradent fortement, notamment dans les vies scolaires. La circulaire sur le remplacement des AED désorganise les services et provoque des mobilisations, notamment à Chinon et à Bourgueil. La situation du remplacement dans le premier degré reste critique, faute de moyens et d'organisation adaptée.

Dans ce contexte, les personnels de direction sont eux aussi exposés à des tensions croissantes. Le climat scolaire se détériore. Supprimer des postes et des classes ne peut qu'aggraver la situation.

Plus largement, ces politiques accentuent les inégalités. Elles frappent en priorité les élèves les plus défavorisés, pendant que l'enseignement privé continue **à attirer des élèves, en bénéficiant de subventions de l'Etat, et que les contrôles restent bien insuffisants et tardifs, surtout quand il s'agit de l'enseignement catholique.**

Dès lors, les mobilisations se multiplient. Les appels à la grève, les rassemblements et les actions montrent que les personnels refusent ces décisions. Des reculs ont déjà été obtenus. Le rapport de force existe et peut encore s'amplifier.

En conséquence, la FNEC FP-FO exige immédiatement l'annulation des 4000 suppressions de postes, la création des postes nécessaires, notamment spécialisés, l'ouverture des places en établissements médico-sociaux et l'abandon des

externalisations. Elle revendique un véritable statut pour les AESH, un temps plein à 24 heures, un salaire digne et l'abandon des PIAL et des PAS.

**Pour conclure, les personnels, parents et élus réunis ce soir avec leurs syndicats en attestent : rien n'est joué et nous ne laisserons pas passer ce budget de guerre.**